

2/5/1970

Prospectives

- 1 -

- 2 MAI 1970

RFA 20

République Fédérale allemande

-:-

REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE.-

Une politique étrangère tous azimuts.

La semaine dernière, prenant la parole devant les délégués du parti social-démocrate réunis à Dusseldorf, le chancelier M. Willy Brandt a évoqué la politique étrangère de son gouvernement et les obstacles auxquels il se heurte. toutefois, a-t-il souligné, "la façon inconsidérée dont certains donnent au débat un caractère émotionnel et les réflexions stupides sur la vente de l'Allemagne à l'encan et son abandon ne nous empêcheront pas de prendre les mesures nécessaires". Un point essentiel consiste à bien tracer la ligne de démarcation d'avec les communistes : "La propagande du SED est toute prête à dire des sottises", déclara le chancelier, "mais sur un point elle a raison : les divergences de principe entre les communistes et nous autres sociaux-démocrates ne peuvent être ni ignorées ni éludées. Pourtant, même si cette prise de conscience doit prendre - malheureusement - beaucoup de temps pour s'imposer, chacun devra reconnaître un jour ou l'autre que l'Est et l'Ouest ont un certain nombre de problèmes, de soucis, de tâches et de nécessités qui leur sont communs".

Le 21 mai, le chancelier doit rencontrer à Kassel le président du Conseil des ministres de la RDA, M. Willi Stoph. Que va-t-il se passer ? L'opposition chrétienne-démocrate s'inquiète et demande un débat sur la politique étrangère (ouverture à l'Est et intégration européenne). Elle posera onze questions au gouvernement Brandt-Scheel, dont les principales se résument ainsi :

- le traité sur la renonciation à la force ne doit pas inciter le gouvernement de Bonn à céder, sous ce prétexte, à certaines exigences soviétiques;
- le gouvernement fédéral a-t-il l'intention de prendre à l'égard de l'Union soviétique des engagements dépassant le cadre du traité ?
- prendra-t-il vis-à-vis de l'Union soviétique et de ses alliés, des engagements d'ordre juridique susceptibles de porter préjudice à ses propres convictions ?
- le gouvernement fédéral peut-il confirmer que l'Union soviétique exige, parmi les clauses d'un traité entre les deux pays, la "reconnaissance de toutes les frontières existantes en Europe" ?
- a-t-il l'intention d'intégrer dans un accord les notions de "reconnaissance" ou de "respect" de l'"intégrité territoriale" et de "toutes les frontières existant en Europe", aussi longtemps que les Soviétiques donnent à ces termes une interprétation diamétralement opposée à celle des dirigeants de Bonn ?
- que pense-t-il des réserves formulées par l'Union soviétique en ce qui concerne la République fédérale ?
- quelle est sa position pour ce qui touche la frontière orientale de l'Allemagne, dont la Convention de 1955 précise qu'elle ne pourra être fixée que dans le cadre du futur traité de paix ?
- le gouvernement fédéral croit-il pouvoir prendre la responsabilité d'accepter des prestations irrévocables, alors que son partenaire pourra à tout moment révoquer les clauses qui ne lui conviennent plus ?
- enfin, peut-il garantir qu'après avoir qualifié la RDA de "second Etat implanté sur le sol allemand", il ne prendra plus d'autres initiatives susceptibles de perpétuer ou d'aggraver encore la division de l'Allemagne ?

Dans l'hebdomadaire libéral de Hambourg Die Zeit, Mme Marion comtesse Dönhoff, une des éditorialistes les plus appréciées en RFA, commentant la

République Fédérale allemande

-:-

"nébulosité théâtrale" qui environne la politique étrangère ouest-allemande, tente de faire le point de cette politique, qu'elle résume en trois points :

"Les méthodes, d'abord. Les négociations se déroulent simultanément sur trois plans : avec le deuxième Etat allemand, la Pologne et l'Union soviétique, qui "coiffe" tous les Etats communistes. De cette manière, la RDA et la Pologne ne se sentiront pas négligées, et l'Union soviétique n'aura pas l'impression d'être victime d'une duperie. En même temps, cette procédure évitera aux négociateurs de s'entendre jeter à la face le vieux reproche : "Vous auriez dû entamer les négociations avec l'Union soviétique et non pas avec la Roumanie", ou de s'attirer les foudres de ceux qui estiment que nos voisins orientaux ne doivent pas être traités comme des satellites non encore majeurs.

Quant aux motifs, ils sont de deux sortes; premièrement, la nécessité de réduire la disproportion entre une politique occidentale active et une politique orientale passive : la République fédérale, en effet, n'est pas seulement située à la périphérie de l'alliance atlantique, mais aussi au cœur de l'Europe. Deuxièmement : la crainte de voir les Etats-Unis abandonner de plus en plus l'Europe à son sort, ne va pas sans jouer un certain rôle.

Enfin, le but à atteindre. Au Parlement, M. Brandt a déclaré qu'à Erfurt, M. Stoph lui avait demandé quel objectif poursuivait le gouvernement fédéral en matière de politique orientale. Le chancelier lui avait alors répondu : "La coexistence pacifique entre les deux Etats allemands, qui doivent, d'un commun accord, veiller à ce qu'un jour lointain, le peuple allemand puisse, dans le cadre d'un ordre pacifique européen, décider librement de la forme politique que prendra cette coexistence".

Le gouvernement fédéral espère donc que la renonciation à la force pourra aboutir à terme à un ordre pacifique susceptible de contribuer à la normalisation de la situation en Europe et à ce que les frontières aient dorénavant une valeur moins absolue. L'opposition, au contraire, estime que si l'Union soviétique se montre intéressée par la renonciation à la force, c'est uniquement parce qu'elle espère atteindre ainsi à la réalisation des objectifs qu'elle poursuit depuis toujours. Aussi scrupule-t-il préférable de ne prendre aucune initiative".

Mais la situation est bien plus compliquée, et l'opposition ne manquera pas d'en profiter. M. Willy Brandt a envoyé un message personnel à M. Gomulka, non en tant que chancelier, mais au titre de président du SPD. Les leaders de la CDU/CSU parlent dès maintenant d'une collusion communiste entre Brandt et les dirigeants du bloc oriental.

- Une "affaire" Scheel va-t-elle éclater ?

La position du ministre des Affaires étrangères, M. W. Scheel, est ébranlée. Sans doute, le voyage qu'il vient d'effectuer en Espagne, la semaine dernière, peut être considéré comme un succès diplomatique. Le gouvernement de Bonn ne voit aucune objection à la vente à l'Espagne de 200 chars allemands "Léopard", du fait que "l'Espagne ne se trouve pas dans une zone de tension". Par ailleurs, il s'agit d'une affaire purement commerciale entre le gouvernement de Madrid et la firme de Munich Krauss-Maffei. Cette formule est d'ailleurs, et a toujours été,

valable, lorsqu'il s'est agi d'opérations commerciales avec les pays du bloc oriental et la Chine. La politique est une chose, les affaires en sont une autre. M. Scheel a signé un accord de coopération technique, et le gouvernement espagnol a accepté le système allemand de télévision en couleur PAL, ce qui ne peut évidemment faire plaisir à Paris. De plus, M. Scheel a promis, et c'est chose faite, un crédit de 200 millions de D-Marks pour l'irrigation des fleuves du Tage et de Segura.

La RFA se fera l'avocat de Madrid auprès de la CEE, car "la structure politique de l'Espagne, si différente de celle des membres du Marché commun, ne permet pas son intégration à l'Europe". Peu importe ! Le gouvernement espagnol s'est montré très compréhensif puisqu'il a permis à M. Scheel de rencontrer les dirigeants de l'"opposition modérée", qui n'a aucune existence légale. M. Scheel a donc conversé avec le professeur Tierno Galvan, socialiste-démocrate, MM. Sarrustequi et Arcilza, monarchistes libéraux, et M. Ruiz Gimenez, chrétien-démocrate. Notez en passant que M. Arcilza fut ancien ambassadeur d'Espagne aux Etats-Unis, et que Gimenez occupa les fonctions de ministre de l'Education.

Un communiqué très discret a été publié à la suite des entretiens officiels germano-espagnols. En fait, M. Scheel n'a pas manqué d'aborder une question brûlante : la présence d'une flotte soviétique en Méditerranée. La défense du flanc sud de l'OTAN préoccupe beaucoup les stratèges de la Hardthöhe, depuis que la France a prématurément évacué la base de Mers-el-Kébir, et que l'on se pose la question de la succession du président Bourguiba. En quelles mains pourrait tomber la base de Bizerte ?

Mais ce n'est là qu'un volet de la politique étrangère du gouvernement fédéral.

M. Scheel est-il l'homme ad hoc ?

On commence à en douter à Bonn. Le "sonny boy" est de plus en plus contesté. L'affaire de l'ambassadeur de la RFA au Guatemala, le comte von Spreiti, assassiné par des révolutionnaires, le fait aussi que le chancelier Willy Brandt garde en mains les relations avec l'Est, relèguent au second plan le ministre des Affaires étrangères. La presse déjà qualifie M. Scheel de "Minister ohne Fortuna", un ministre sans succès. C'est une condamnation. Mais comment et par qui le remplacer ?

Le chancelier ne peut le sacrifier sans mettre sa majorité en question. Alors ? Nouveau suspense. L'ouverture à l'Est ne fait aucun progrès, et M. Duckwitz est rentré de Varsovie, les mains vides. En attendant le congrès national de Sarrebruck, le 11 mai, le SPD continue à réformer l'appareil administratif du gouvernement de Bonn, à procéder à de multiples mutations qui perturbent plus ou moins le fonctionnement de la lourde administration laissée en héritage par les chrétiens-démocrates.

M. Willy Brandt n'est pas au bout de ses peines. Dans les semaines qui viennent, il devra se battre non seulement contre l'opposition CDU-CSU, mais aussi parer les coups de la gauche de son propre parti, le SPD, et éviter qu'une fraction des libéraux ne fasse défection et ne passe à l'opposition.